

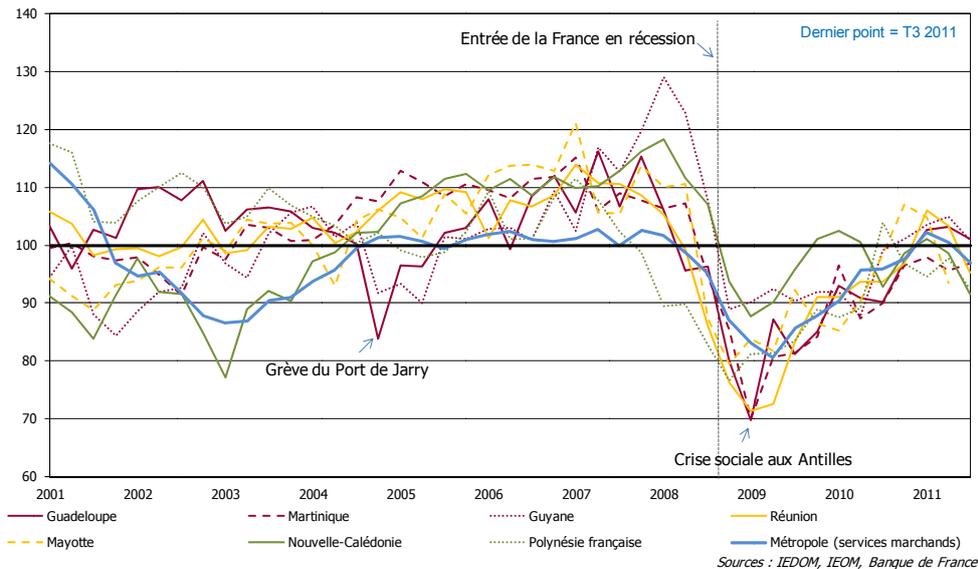
Conjoncture Outre-mer 3^e trimestre 2011

REPLI DE L'ACTIVITÉ DANS L'OUTRE-MER FRANÇAIS

L'activité dans l'ensemble de l'outre-mer français recule pour le deuxième trimestre consécutif à l'instar des principales économies avancées (cf. *infra*). Seuls la Martinique et Wallis-et-Futuna notent une légère amélioration. Ce recul de l'activité est porté par une baisse sensible de la consommation des ménages et la dégradation du marché du travail qui se poursuit.

Les perspectives sont contrastées. Dans les Antilles-Guyane, les anticipations pour la fin de l'année sont plutôt positives. En revanche, une poursuite de la baisse est attendue à La Réunion et la crise sociale que subit Mayotte n'offre pas de visibilité à court terme. Dans les Collectivités du Pacifique, le ralentissement devrait se poursuivre en fin d'année, sauf à Wallis-et-Futuna.

Indicateur du climat des affaires
(100 = Moyenne de longue période)



Sources : IEDOM, IEOM, Banque de France

Ralentissement de la croissance économique mondiale

La croissance économique mondiale ralentit. Le regain de tensions sur les marchés financiers et la persistance d'obstacles structurels, particulièrement dans les économies avancées, continuent de peser sur les perspectives à moyen terme. La croissance décélère dans les pays émergents, ce qui devrait permettre d'atténuer les risques de surchauffe dans certaines économies, mais les tensions inflationnistes continuent d'y être plus prononcées.

Aux États-Unis, la reprise économique accélère au troisième trimestre 2011, à 0,6 % (soit 2,5 % en rythme annualisé) après 0,3 % le trimestre précédent.

En Europe, l'activité reste morose : le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 ont augmenté de 0,2 %, comme au trimestre précédent. Cette faible croissance est soutenue par la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. La hausse annuelle des prix (IPCH) dans la zone euro s'établit sans changement à 3,0 % à fin octobre. Les taux directeurs de la BCE ont été réduits de 25 points de base le 3 novembre, en raison de l'incertitude particulièrement élevée entourant les perspectives économiques, due aux tensions persistantes sur les marchés financiers.

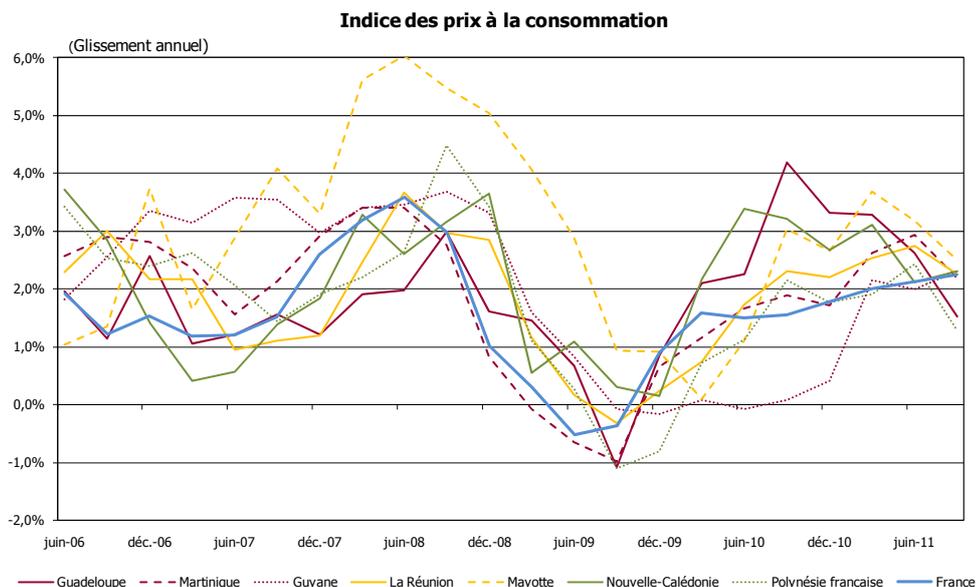
En France, le PIB augmente de 0,4 %, après une baisse de 0,1 % au deuxième trimestre. La consommation des ménages croît à nouveau après un recul au deuxième trimestre, alors que l'investissement ralentit légèrement. La contribution du solde commercial reste positive mais en retrait sous l'effet du redressement des importations que ne compense pas l'accélération des exportations.

UNE HAUSSE DES PRIX CONTENUE

La hausse des prix reste contenue dans l'outre-mer français, poursuivant le mouvement de décélération amorcé au trimestre précédent.

Le glissement annuel à fin septembre est de 2 % pour l'ensemble des DCOM, dont 2,1 % pour les DOM et 1,8 % pour les COM.

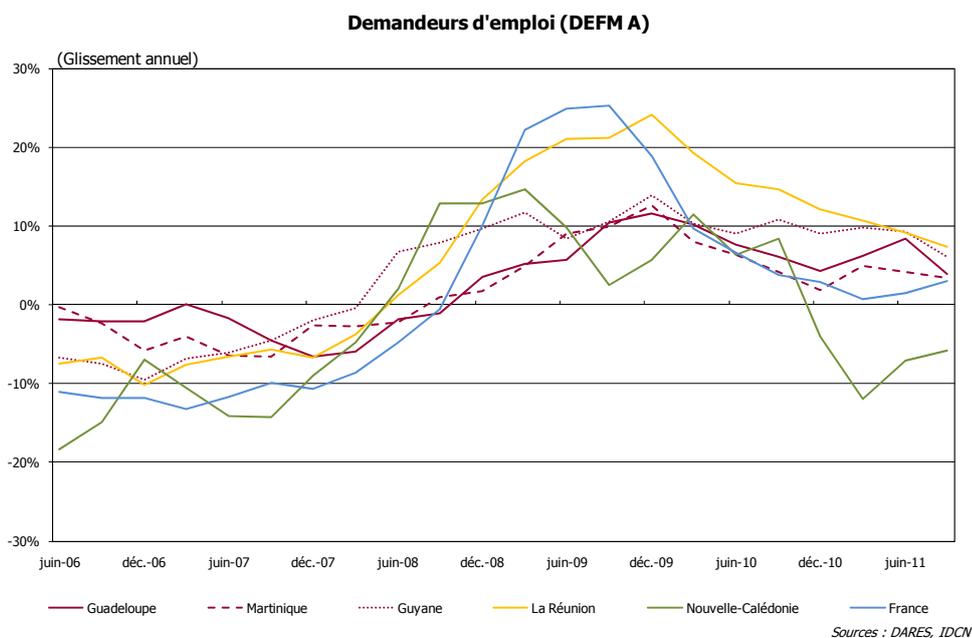
Cette évolution est principalement due à la baisse des prix des produits manufacturés qui compense la hausse des prix de l'énergie. Seule la Guyane enregistre une légère accélération mais la hausse y reste modérée. Le ralentissement se confirme en Nouvelle-Calédonie.



POURSUITE DE LA DÉGRADATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

La détérioration du marché du travail continue dans l'ensemble des géographies d'outre-mer. Quelques signes d'essoufflement sont même à noter sur le marché du travail calédonien qui avait été jusqu'alors épargné.

Dans les DOM, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi se poursuit (+1,2 % par rapport au trimestre précédent) avec des évolutions convergentes, excepté pour la Martinique qui connaît sa première amélioration depuis mars 2010 (-0,5 % par rapport au trimestre précédent). Sur le trimestre, le nombre de DEFM A augmente de 1,3 % en Guadeloupe, de 1,8 % en Guyane et de 1,7 % à La Réunion. Cette évolution est généralement associée à une hausse des offres d'emploi sur le trimestre : +1,9 % en Guadeloupe, +1,3 % en Martinique, +18,6 % à Mayotte, mais elles restent pour leur majorité de courte durée. Seules les offres en Guyane sont en baisse sur le trimestre (-17,6 %).



Dans les COM du Pacifique, la situation se dégrade. En Nouvelle-Calédonie, malgré la dynamique positive induite par la construction de l'usine de la Province Nord, on note quelques signes d'essoufflement (+2 % de DEFM A sur le trimestre et une baisse de 1 % des offres). En Polynésie française, l'indice de l'emploi salarié baisse de 0,9 %.

LA CONJONCTURE PAR GÉOGRAPHIE

Guadeloupe : l'activité s'essouffle

L'activité économique montre des signes d'essoufflement. L'indicateur du climat des affaires s'inscrit en léger repli. Il se situe maintenant à peine au dessus de son niveau moyen de longue période.

La consommation des ménages, principal soutien à l'activité depuis fin 2010, marque le pas tandis que des tensions persistent sur le marché du travail. Dans un contexte économique jugé plus incertain, les prévisions d'investissement des entreprises sont revues à la baisse.

L'activité du trimestre est jugée atone dans la plupart des secteurs, marquant un repli avec le sentiment de reprise exprimé au cours des trimestres précédents. La campagne sucrière s'achève sur un bilan morose ; le courant d'affaires dans le commerce enregistre une nette dégradation et les professionnels du tourisme font état d'un repli de leur activité après l'embellie observée jusqu'à fin juin. En revanche, le courant d'affaires du secteur industriel est mieux orienté et les professionnels du secteur du bâtiment et des travaux publics font part d'une légère amélioration de leur activité.

Une amélioration sensible est cependant attendue pour la fin de l'année.

Martinique : le climat des affaires en légère amélioration

L'indicateur du climat des affaires s'améliore légèrement après le recul observé au trimestre précédent. Il reste toutefois en deçà de sa moyenne de longue période. Cette amélioration tient aux anticipations positives des chefs d'entreprise, notamment sur l'activité du quatrième trimestre. Toutefois, l'allongement des délais de paiement pénalise la trésorerie du troisième trimestre et freine la progression de l'indice.

La consommation des ménages ralentit, ceux-ci préférant différer leurs achats les plus importants. Dans ce contexte d'incertitude, l'investissement reste timide.

Au niveau sectoriel, les évolutions sont hétérogènes après la légère amélioration du trimestre précédent. L'activité se dégrade dans le secteur primaire, qui doit faire face à une baisse des ventes conjuguée à une forte instabilité des prix, l'industrie et les services aux entreprises. Elle s'oriente plus favorablement dans le BTP, le commerce et le tourisme.

Les perspectives sont cependant meilleures puisque les chefs d'entreprise anticipent une évolution favorable de leur courant d'affaires au dernier trimestre, sauf dans l'industrie, le commerce et les IAA.

Guyane : l'activité économique en léger repli

L'indicateur du climat des affaires affiche un léger repli après quatre trimestres consécutifs de hausse et retrouve sa moyenne de longue période. Cette inflexion s'explique par une évolution défavorable de l'activité accompagnée d'une forte baisse des effectifs et d'une dégradation des trésoreries. Les perspectives plus positives pour la fin d'année limitent cependant cette baisse.

La consommation des ménages marque le pas tandis que le marché de l'emploi se dégrade. Dans ce contexte incertain, les prévisions d'investissement des entreprises restent relativement réservées, même si les professionnels apparaissent moins pessimistes que les deux dernières années.

L'activité est en recul dans le BTP, les services marchands et le commerce, qui rompt avec la bonne orientation des trois derniers trimestres. En revanche, la conjoncture du secteur primaire et des industries agroalimentaires reste stable. Le courant d'affaire de l'industrie se redresse légèrement et les professionnels du tourisme émettent toujours une opinion favorable mais attendent un ralentissement dans les mois à venir.

Les chefs d'entreprise anticipent toutefois globalement pour la fin d'année un regain d'activité, propice à une augmentation des intentions de recrutement, et escomptent un retour à une situation plus favorable de leurs trésoreries.

La Réunion : le climat des affaires se détériore

L'économie réunionnaise semble connaître des difficultés au troisième trimestre. L'indicateur du climat des affaires se dégrade et s'établit à nouveau nettement en dessous de sa moyenne de longue période. Ce mouvement s'explique principalement par les anticipations qui reflètent les craintes des professionnels pour la fin de l'année, mais aussi par le jugement sur le passé. La quasi-totalité des soldes entrant dans la composition de l'ICA ont contribué à sa baisse, notamment ceux portant sur l'évolution des délais de paiement (passés et prévus), de la trésorerie passée et de l'investissement.

La consommation des ménages marque le pas, confirmant certains signes de ralentissement apparus au trimestre précédent, tandis que l'investissement se contracte.

Au niveau sectoriel, les évolutions sont hétérogènes. Alors que l'activité se dégrade dans le secteur primaire, le commerce et le BTP, elle s'oriente favorablement dans les services marchands et l'industrie tandis que l'activité touristique reste porteuse.

Les prévisions d'activité sont globalement mal orientées : une baisse est attendue dans la plupart des secteurs pour la fin de l'année, même si l'industrie, y compris IAA, et le commerce anticipent de meilleurs résultats.

Mayotte : la conjoncture économique se contracte

L'activité économique à Mayotte est moins bien orientée. Aux derniers jours du troisième trimestre, un large mouvement de grève dénonçant la cherté de la vie à Mayotte a paralysé l'activité économique de l'île. L'ensemble du secteur privé a été touché. L'activité au port de commerce a été très perturbée et les transitaires prévoient des difficultés d'approvisionnement des entreprises lors de la levée de la grève.

Les principaux indicateurs économiques sont dégradés : le marché de l'emploi se détériore, la consommation des ménages se replie malgré une hausse des prix moins forte et l'investissement des entreprises se limite le plus souvent à du renouvellement d'équipement. Dans un contexte économique morose marqué par des tensions sociales et par de lourdes difficultés financières des collectivités locales, la majorité des entreprises privées – largement tributaires de la commande publique – est dans l'expectative. Le manque de visibilité et l'incertitude freinent les stratégies d'expansion des entreprises.

Saint-Pierre-et-Miquelon : une économie en retrait

L'activité économique de Saint-Pierre-et-Miquelon présente plusieurs signes de dégradation. Les crédits à la consommation des ménages ne progressent plus et s'accompagnent d'un recul des importations de biens à destination des particuliers. Les difficultés du secteur halieutique persistent, comme en témoigne la diminution des prises de ce trimestre, et affectent les exportations de l'archipel presque exclusivement composées de produits de la mer. Enfin, le secteur touristique, qui affichait des résultats satisfaisants le trimestre précédent, subit une baisse du nombre d'entrées sur le territoire. En revanche, l'activité des entreprises ne semble pas touchée par ce ralentissement économique : les importations de produits bruts poursuivent leur hausse et les crédits d'investissement continuent de progresser.

Nouvelle-Calédonie : un nouveau repli du climat des affaires

Le repli de la conjoncture initié au trimestre précédent se poursuit. L'indicateur du climat des affaires s'inscrit de nouveau en baisse au troisième trimestre et se situe désormais bien en deçà de sa moyenne de longue période, se rapprochant du point bas de début 2009. Cette dégradation s'explique par une perception défavorable tant de la situation passée que du futur proche.

Le ralentissement de l'activité est encore suffisamment limité pour ne pas se traduire par une franche détérioration des principaux agrégats économiques, d'autant que les secteurs économiques dépendant de la demande externe (nickel et tourisme) demeurent bien orientés. Si la consommation des ménages montre quelques signes d'essoufflement, l'investissement des agents économiques continue de progresser dans son ensemble, même si les prévisions à un an sont prudentes.

Alors que l'activité du secteur primaire est en repli et que le courant d'affaires du BTP se dégrade de nouveau, l'extraction minière continue de progresser et la production de métal repart. Portée par les Jeux du Pacifique et un retour de la fréquentation des touristes métropolitains, la fréquentation touristique de l'île progresse fortement.

Les perspectives d'activité pour la fin de l'année sont de nouveau défavorablement orientées. Les entreprises anticipent une détérioration de leur trésorerie, pénalisée par l'allongement des délais de paiement.

Polynésie française : un fort repli de l'activité

L'indicateur du climat des affaires recule sensiblement. Le léger redressement observé au deuxième trimestre ne se sera donc pas poursuivi et le climat des affaires reprend la tendance baissière initiée fin 2010, se situant maintenant très en dessous de sa moyenne de longue période. Cette dégradation provient de la détérioration de la quasi-totalité des soldes d'opinion, tant relatifs au passé qu'aux prévisions sur le prochain trimestre. Les chefs d'entreprise apparaissent inquiets quant au niveau passé et à venir de leur activité et pensent ne pas pouvoir préserver leurs effectifs. Les préoccupations relatives à la trésorerie sont toutefois moins vives.

En conséquence de ces inquiétudes, les prévisions d'investissement pour les douze mois, déjà très déprimées, sont encore revues à la baisse. La consommation des ménages se redresse ce trimestre.

La majorité des secteurs de l'économie polynésienne ressent cette dégradation. L'activité est néanmoins stable dans l'industrie et favorablement orientée dans le tourisme, même si, après l'embellie ressentie depuis mi-2010, l'activité touristique ralentit.

Pour le quatrième trimestre, les entrepreneurs s'attendent à une nouvelle dégradation de leur courant d'affaires. Ce pessimisme s'étend à l'ensemble des secteurs d'activité, y compris au tourisme.

Wallis-et-Futuna : une activité en progression

L'activité économique du Territoire continue sa progression, confirmant le climat favorable observé depuis le début de l'année 2011. La demande des ménages et la commande publique sont les principaux moteurs de ce dynamisme.

La consommation des ménages, soutenue par une reprise du crédit à la consommation, reste bien orientée, malgré la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Les entreprises bénéficient d'un carnet de commandes conséquent et leurs investissements se poursuivent.

Cette appréciation globalement positive est à nuancer selon les secteurs d'activité : si le secteur du BTP est soutenu par l'attribution de petits chantiers, l'activité du commerce est impactée par une hausse du coût des approvisionnements ; par ailleurs, les festivités du cinquantième du statut du Territoire, qui se sont déroulées en juillet 2011, n'ont pas eu l'impact escompté sur le tourisme. Les chefs d'entreprise sont confiants pour le dernier trimestre de l'année.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication et responsable de la rédaction : N. de SEZE

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : 15 décembre 2011 – Dépôt légal : décembre 2011 – ISSN 1952-9619